



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DE CRESSY

LAVAUD

71760 Cressy-sur-Somme

Références : ACO/CS/2025/C_130
Code AIOT : 0005400482

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement CARRIERES DE CRESSY implanté LAVAUD 71760 Cressy-sur-Somme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et dans le cadre de l'action régionale sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE CRESSY
- LAVAUD 71760 Cressy-sur-Somme
- Code AIOT : 0005400482
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive et ses installations annexes exploitées par la société CARRIÈRE DE CRESSY (groupe SAS THIVENT) selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2017 pour une durée de 25 ans.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 1.5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 1.2.2	Sans objet
5	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.4.5	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.6.3.5	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.6.2.1	Sans objet
10	Installation de lavage	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 9.2.1	Sans objet
11	Bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 9.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection portait sur deux grandes thématiques : l'exploitation et la production de matériaux de la carrière et la gestion de l'eau du site.

L'inspection relève plusieurs non-conformités dont principalement un non-respect du phasage d'exploitation et l'absence de registre de suivi des prélèvements d'eau dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités extraites annuellement
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 250 000 tonnes/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 200 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 240 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 15 mètres. <i>Article 2.4.5 : le carreau de la carrière a pour cote minimale de 230 m NGF pour la zone est avant remise en état et 240 m NGF pour la zone ouest à approfondir.</i>
Constats : Les quantités annuelles extraites depuis 2021 sont inférieures à la quantité moyenne annuelle de 200 000 tonnes prescrite. La cote minimale d'extraction (dans les surfaces autorisées) est de 250 m NGF (carreau sud) selon le dernier plan d'exploitation de juin 2025. L'extraction est réalisée par gradins d'une hauteur maximale verticale de 15 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les notes de calcul de la distance visée ci-avant.

Vis-à-vis de la présence d'une ligne de desserte électrique, l'exploitant respecte les aménagements prévus et en tenant compte des préconisations imposées par le gestionnaire du réseau électrique :

1. Les excavations sont également maintenues à une distance horizontale de 10 mètres par rapport aux supports des lignes électriques (MT, HT, THT) ;
2. En outre, des glissières, ou tout autre dispositif équivalent, sont mises en place autour de ces pylônes et doivent permettre d'éviter les heurts par les engins ;
3. L'exploitant indiquera à ses salariés ainsi qu'aux entreprises extérieures les consignes de sécurité vis-à-vis des conducteurs électriques préconisées par le gestionnaire du réseau (www.electricite-prudence.fr) ainsi Il est interdit d'approcher à moins de 3 mètres de ces conducteurs électriques, que ce soit directement, ou par les engins, les stockages de matériaux, ou les installations de traitement, les bras de grue, charges manutentionnées, ... ;
4. Une accessibilité permanente est maintenue aux pylônes de la ligne THT et réservée au personnel du gestionnaire du réseau ou ses entrepreneurs.

Constats :

Les bords supérieurs de l'excavation dans les surfaces autorisées à exploiter sont situés à plus de 10 mètres des limites du périmètre autorisé.

Les bords supérieurs de l'excavation autour du poteau électrique se situent à au moins 10 mètres. L'approche des engins de la carrière jusqu'à la zone d'implantation du poteau est interdite par un merlon en travers de la piste d'accès.

L'exploitant est en mesure d'ouvrir la piste d'accès au gestionnaire du réseau si besoin.

Non-conformité : absence de consignes à destination de tous les personnels intervenants dans le périmètre de la carrière (y compris les entreprises extérieures) interdisant l'approche des conducteurs électriques à moins de 3 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place:

- une signalisation interdisant l'accès des engins par la piste au niveau des merlons formant barrage.
- une fiche de consignes facilement accessible à tous les personnels intervenants dans le périmètre de la carrière (y compris les entreprises extérieures) interdisant l'approche des conducteurs électriques à moins de 3 mètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement et les hauteurs des fronts,
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,
- les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques

Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

L'exploitant a présenté son dernier plan d'exploitation relevé en juin 2025.

Différentes données ne sont pas présentes sur ce plan:

- délimitation et dénomination des surfaces en cours de remise en état à l'est,
- la surface composant l'aire de ravitaillement des engins et le dispositif de traitement des eaux de cette surface avec les principaux réseaux de collecte,
- la zone de stockage des déchets inertes provenant de l'extérieur.

Par ailleurs ce plan a été relevé par la société THIVENT et non par un géomètre expert.

Non-conformités:

- plan d'exploitation incomplet,
- plan relevé par un géomètre interne à la société THIVENT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter le plan d'exploitation avec les informations manquantes listées dans les constats ci-dessus.

Réaliser un plan d'exploitation par un géomètre-expert compte tenu de l'avancement du phasage d'exploitation actuel (phase 2 en cours).

Un plan d'exploitation devrait être relevé par un géomètre-expert a minima en fin de phase d'exploitation.

Transmettre à l'inspection par courrier le plan d'exploitation relevé par un géomètre-expert (délai 3 mois).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.5			
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation			
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe) et conformément au tableau suivant :			
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³) tonnage à extraire
1	2017	38 100	560 000 m ³ 1 120 000t
2	2022	30 000	515 000 m ³ 1 030 000t
3	2027	35 000	585 000 m ³ 1 170 000t
4	2032	35 000	405 000 m ³ 810 000t
5	2037	36 000	414 000 m ³ 828 000t
Constats :			

<p>L'exploitation se situe en phase 2 (2022 à 2027).</p> <p>Les surfaces en cours d'extraction se situent en partie ouest.</p> <p>L'exploitant a ouvert deux carreaux distincts d'extraction dans ce secteur dont un se situe sur la surface concernée par la phase 3 selon les plans de phasage. Il justifie ce mode d'exploitation par une problématique de qualité de gisement</p> <p>La surface mise en extraction actuellement est d'environ 20 000 m².</p> <p>Le volume total extrait en phase 2 est d'environ 400 kt.</p> <p>Non-conformité: non-respect du phasage d'exploitation</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir le volume total extrait en phase 1.</p> <p>Fournir un dossier de modification de phasage de l'exploitation (type porter à connaissance) qui indiquera notamment le nouveau calcul du montant des garanties financières pour les phases restantes ainsi que les éventuels impacts ou risques dus à cette modification</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Méthode d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extraction en gradins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. Leur nombre est limité à 3.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes dont la largeur minimale est de 20 mètres durant l'exploitation de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extraction est menée sur deux carreaux composés chacun d'un seul gradin d'une hauteur de 14 m maximum.</p> <p>La banquette séparant les deux zones d'extraction a une largeur d'au moins 20 mètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.6.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage partiel</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.</p> <p>La remise en état du site consiste en un remblayage partiel pour les deux zones :</p> <p><u>Zone Est</u> : retour à la cote 250 m NGF avec un volume de 600 000 m³ de remblai.</p> <p>Une couche de terre végétale de 20 cm, sur une couche de terre de couverture de 60 cm, recouvrira au final l'ensemble de la zone.</p> <p>Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée doit être réalisé à 45°.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des apports de déchets inertes sont régulièrement effectués et sont utilisés pour le remblayage de la partie est de l'emprise de la carrière (ancienne zone d'extraction).</p> <p>Il s'agit en grande partie de "terre et cailloux" provenant des chantiers de terrassement de la société THIVENT.</p> <p>Les matériaux sont déchargés puis poussés dans la fosse et compactés sous forme d'une couche horizontale actuellement à la cote 246 m NGF. Le volume total de matériaux stocké est d'environ 15 000 m³ à ce jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 2.6.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Principes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DREAL et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).</p>
<p>Constats :</p> <p>A ce stade de l'exploitation, il n'y a pas de surface définitivement remise en état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements d'eau</p>

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³ /h)
Eaux Pluviales	10 000	40
Réseau public	100	

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne hebdomadairement.

Constats :

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont effectués dans le bassin de collecte des eaux de ruissellement de la carrière situé au sud de l'emprise (ancienne fosse d'extraction). Ils sont destinés uniquement à l'arrosage des pistes en période sèche.

Selon l'exploitant le volume de prélèvement annuel maximum est de 1 000 m³.

L'eau du réseau public est destiné principalement au besoin du personnel et occasionnellement au lavage sous pression d'engins pour une consommation annuelle d'environ 20 m³. Le prélèvement de l'eau dans la fosse est effectué par pompage d'une citerne à proximité du plan d'eau.

L'exploitant ne tient pas de registre de prélèvement.

Non-conformité: absence de registre des prélèvements d'eau dans le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un registre chronologique consignait toutes les opérations de prélèvements d'eau dans les bassins de récupération des eaux pluviales de la carrière. Ce registre doit comporter chaque volume prélevé, l'usage et le cumul par année.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
--

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Les réseaux d'eaux figurent sur le dernier plan d'exploitation.

Toutefois ne figurent pas:

- le compteur et le disconnecteur du réseau AEP.
- les dispositifs de traitement des eaux (séparateur hydrocarbures - eaux usées...) et les réseaux associés.
- les points de rejets internes et les points de prélèvements pour les rejets internes réglementés.

Non-conformité: le plan des réseaux d'eaux est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter les réseaux d'eaux sur le plan d'exploitation selon les données manquantes indiquées dans la fiche de constats ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Installation de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 9.2.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Recyclage des eaux
--

Prescription contrôlée :

L'installation de lavage doit permettre le recyclage intégral des eaux pluviales utilisées.
Constats : L'exploitant ne procède plus au lavage des matériaux produits dans la carrière (gravillons).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bassin de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques et remise en état
Prescription contrôlée : Les boues produites par l'installation sont envoyées vers un bassin de décantation. <u>Article 9.2.3.1: caractéristiques des bassins</u> Le bassin de décantation a une capacité de 350 m ³ Pour l'approvisionnement de l'installation de lavage les capacités sont de 350 m ³ pour le bassin de laveur et 400 m ³ pour le bassin de tamponnement. <u>Article 9.2.3.2: remise en état</u> La remise en état est réalisée au fur et à mesure que les bassins d'approvisionnement et de décantation sont secs.
Constats : Les deux bassins utilisés pour le lavage des matériaux ont été démantelés.
Type de suites proposées : Sans suite